



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DASSAULT Aviation SA**

54 avenue Marcel Dassault  
B.P. n 24  
33702  
33700 Mérignac

Code AIOT : 0005201010

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement DASSAULT Aviation SA implanté B.P. N° 24 54 Avenue Marcel Dassault 33689 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DASSAULT Aviation SA
- B.P. N° 24 54 Avenue Marcel Dassault 33689 Mérignac
- Code AIOT : 0005201010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DASSAULT AVIATION exploite à Mérignac un établissement de fabrication et de montage d'avions. La société fait partie du Groupe Industriel Marcel Dassault.

Les activités exercées sur le site sont les suivantes :

- ateliers d'essai moteurs ;
- ateliers de réparations, entretien d'engins à moteurs ;
- application de peinture ;
- installations de combustion (chaudières) ;
- stockage de liquides inflammables (gasoil, fioul domestique et kérosène).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Registre ( HFC – PFC et HFO)	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Contrôle périodique des équipements HFC/ PFC/HFO	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Sans objet
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet
3	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
4	Interdiction	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'utilisation des HCFC	07/02/2024, article 4	
5	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
8	Conservation des fiches de contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-80	Sans objet
11	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a fait apparaître que les installations de réfrigération contenant des gaz fluorés étaient correctement gérées malgré la nécessité de prévoir quelques ajustements en termes de documents de traçabilité.

Toutefois il s'avère que les nouvelles dispositions portant les fluides de type HFO introduite par le règlement 2024/573 doit conduire l'exploitant à réexaminer la situation de certains équipements au regard de l'obligation de mise en place de systèmes de détection permanente de fuites et de fréquence de contrôle d'étanchéité.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 22/10/2018
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A) ;</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans</p>

<p>l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'arrêté d'autorisation du site, les installations de réfrigération sont recensées sous la rubrique 4802 ( devenue depuis 1185) pour une quantité de 1235 kg.</p> <p>L'exploitant a depuis transmis un porter à connaissance (PAC) daté du 05/10/2023 devant donner lieu à une augmentation de capacité pour la rubrique 1185. La quantité projetée selon ce PAC était alors de 3 066,71 kg.</p> <p>La mise en oeuvre des aménagements prévus dans ce PAC n'est pour l'heure pas achevée. Selon l'état des lieux présenté en séance, il apparaît que les quantités de fluides frigorigènes fluorés présentes sur le site seraient de 3370,65 kg. Depuis l'exploitant a transmis par courriel du 28 mars 2025 un nouvel état des lieux faisant apparaître 3052,75 kg de fluide.</p> <p>Il est à noter que cette quantité intègre les fluides contenus dans les installations de capacité de moins de 2 kg alors qu'elles ne sont pas à comptabiliser dans la rubrique 1185.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une fois les modifications prévues dans le PAC d'octobre 2023 mises en œuvre, l'exploitant transmettra une actualisation des quantités de fluide frigorigène présentes sur le site eu égard aux libellés de la rubrique 1185. Cette transmission pourra être prise en compte dans l'actualisation du classement du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Identification et connaissance des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018).</p> <p>Annexe 1 :</p> <p>Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides.</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p>

Point 3.3 : Etat des stocks de fluides :

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

**Constats :**

Un inventaire actualisé a été présenté en séance et transmis par courriel sous forme de tableaux (fichier excel).

Sur la base de cet inventaire, le contrôle réalisé par sondage a porté sur les équipements suivants :

- Groupe froid référencé M1 marque CARRIER : 240 kg de R134a pour un équivalent CO<sub>2</sub> de 343 tonnes ;
- Groupe froid référencé A06 marque TRANE: 128 kg de R134a pour un équivalent CO<sub>2</sub> de 183 tonnes;
- Enceinte climatique D15 : 2.35 kg de R23 pour un équivalent CO<sub>2</sub> de 34,78 tonnes. Cette enceinte climatique comprend également un second circuit référencé D14 contenant 4 ,4 kg de R449a.

Les étiquetages de ces équipements ont été examinés et n'appellent pas de remarques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération ( HFC PFC)

**Prescription contrôlée :**

Règlement 2024/573 :

Article 13 - Restrictions d'utilisation ;

[....]

3.

L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien

<p>d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon la synthèse transmise par courriel, les fluides utilisés sur les installations de réfrigération sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des HFC R23, R32, R 134a, R407c, R 410a, R 404a</li> <li>- des mélanges HFC/HFO : R513a, R449a, R452a, R454b</li> <li>- des HFO : R1234ze</li> </ul> <p>Les seuls fluides possédant un potentiel de réchauffement planétaire (PRP) supérieur à 2500 sont le R23 (PRP 14 800) et le R404 a (PRP 3922).</p> <p>Il s'agit d'enceintes climatiques mises en service en 2018 selon l'inventaire des fluides et d'une chambre froide mise en service en 2021.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, on ne constate pas d'écart par rapport à l'interdiction suivante : <i>interdiction de mise en service à compter du 1er janvier 2020 d'équipements de réfrigération contenant des HFC dont le PRP est égal ou supérieur à 2500, à l'exception des installations de réfrigération autonome. (cf annexe IV du règlement Règlement 2024/573).</i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Interdiction d'utilisation des HCFC

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</p> <p>Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'utilisation de fluide de type HCFC selon la synthèse présentée par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Attestations des opérateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement :          Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Trois sociétés interviennent sur le site, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SPIE à Talence titulaire d'une attestation de capacité n° 60795 valide jusqu'au 19/01/2028</li> <li>- TRANE à Tresse titulaire d'une attestation de capacité n° 15190 valide jusqu'au 07/07/2029</li> <li>- WERISS TECHNICS à Eragny-sur-Oise titulaire d'une attestation de capacité n° 42177 valide jusqu'au 22/05/2029.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Registre ( HFC – PFC et HFO)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :          Article 7 - Tenue de registres :          1.Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p>



- a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;
- b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;
- c) la quantité de gaz récupérée ;
- d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;
- f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :

a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;

b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans.

Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.

[...]

#### **Constats :**

Le fichier listant les équipements frigorifiques transmis par courriel du 28/03/2025 fait office de registre.

Toutefois, il ne comprend pas la totalité des informations listées à l'article 7 du règlement (UE) 2024/573 rappelées ci-dessus.

Par exemples :

- en l'état il ne permet pas de faire apparaître toutes les dates de contrôle d'étanchéité (seule la dernière peut apparaître)

- il ne permet pas de faire apparaître les dates d'ajouts éventuels de fluide.

En outre, à compter de 2025, l'exploitant a modifié son fichier de suivi. Il convient de prévoir une mise en forme permettant de conserver les données sur 5 années.

Enfin, la consultation du fichier utilisé pour les années antérieures à 2025 a fait apparaître qu'un retrofit de l'enceinte climatique D15 (remplacement du R404a par de R449a ) réalisé en 2024 selon l'exploitant ne figure pas sur le registre. Par courriel du 23/03/2025, l'exploitant a transmis la fiche de travaux correspond à cette opération.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirmera sous 2 mois avoir complété le fichier listant les équipements frigorifiques afin qu'il corresponde, pour les équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité,

aux dispositions applicables aux registres au titre de l'article 7 du règlement (UE) 2024/573. Il est rappelé que ce registre doit permettre de conserver les informations sur une durée minimale de 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R. 543-82 du code de l’environnement : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
<b>Constats :</b>  Pour l'opération de retrofit de l'enceinte climatique D14-D15, l'exploitant a transmis une fiche de travaux mais n'a pas transmis la fiche d'intervention correspondante ( fiche CERFA).
<b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra sous deux mois la fiche d'intervention (CERFA) correspondante. Il est rappelé à l'exploitant que les fiches d'intervention doivent être conservées au même titre que les fiches de contrôle d'étanchéité ( cf point de contrôle suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Conservation des fiches de contrôle d’étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-80
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le détenteur d'un équipement « dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, » conserve pendant au moins cinq ans les documents attestant

que les contrôles d'étanchéité ont été réalisés, constatant éventuellement l'existence de fuites et faisant état de ce que les réparations nécessaires ont été réalisées, et les tient à disposition des opérateurs intervenant
<b>Constats :</b>  L'exploitant conserve les fiches de contrôle d'étanchéité sous forme numérique dans un dossier informatique dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Détection de fuites

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2024/573 : Article 6 - Systèmes de détection des fuites :  1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.  2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.  3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.  4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b>  Concernant les HFC, aucune des installations présentes sur le site ne contient plus de 500 t eq CO2. L'établissement n'est pas concerné pour les HFC par l'obligation de mise en place de système de détection permanent de fuites.  En revanche selon l'inventaire des fluides, il s'avère que l'exploitant utilise également des HFO ou des mélanges HFO/HFC et que dans ce cas, l'obligation de mise en place de système de détection

permanente de fuite s'applique à compter de 100 kg de HFO.

Ce point n'a pas été évoqué en séance mais d'après l'inventaire, pourraient notamment être concernés :

- de manière certaine, l'équipement référencé L07, pompe à chaleur CARRIER, contenant 138 kg de R1234ze

- selon la proportion de HFO présente, l'équipement référencé D03 , groupe froid SCM, contenant 198 kg de R449a ( mélange contenant du R1234yf)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant précisera sous 2 mois si l'équipement L07 (138 kg de R1234ze) est équipé d'un système de détection permanent de fuite.

A défaut, il indiquera les dispositions prises pour résorber cet écart et les délais associés.

Dans le même délai, l'exploitant vérifiera si cette même obligation est susceptible de s'appliquer à d'autres équipements, notamment l'équipement référencé D03 (198 de R449a) contenant des mélanges HFC/HFO compte tenu des proportions de HFO dans les fluides.

Il est rappelé que, lorsqu'un système de détection permanente de fuite est imposé, il doit satisfaire aux exigences de l'article 3 de l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Les éléments de réponse à transmettre dans le cadre de la présente demande devront par conséquent intégrer des justificatifs du respect des dispositions de cet arrêté du 29 février 2016.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Contrôle périodique des équipements HFC/ PFC/HFO**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques

**Prescription contrôlée :**

Règlement (UE) 2024/573 :

Article 5 :

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou

b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque des équipements hermétiquement scellés sont installés dans des bâtiments résidentiels, ils ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité lorsque ces équipements contiennent moins de 3 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés, à condition qu'ils soient étiquetés comme étant hermétiquement scellés.

Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;

b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;

c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

a) équipements de réfrigération ;

b) équipements de climatisation ;

c) pompes à chaleur ;

d) équipements de protection contre l'incendie ;

e) cycles organiques de Rankine ;

f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;

b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

#### **Constats :**

La fréquence de réalisation des contrôles a été contrôlée de façon exhaustive pour les 3 équipements ciblés lors de l'inspection

- Pour le Groupe froid référencé M1 marque CARRIER, les derniers contrôles d'étanchéité datent des 16/10/2024, 11/03/2024 et 16/11/2024.
- Pour le Groupe froid référencé A06 marque TRANE, les derniers contrôles d'étanchéité datent du 05/11/2024, 18/06/2024 et 21/09/2023.
- Pour l'enceinte climatique D15, le dernier contrôle d'étanchéité date du 03/02/2025 et 25/07/2024.

Les fréquences de contrôle d'étanchéité sont respectées pour ces équipements.

À l'examen de l'inventaire des fluides, il s'avère que l'exploitant s'est positionné sur la fréquence de contrôle d'étanchéité des installations en fonction de la capacité de l'équipement en tonne équivalent CO2 mais n'a pas intégré l'obligation de procéder à des contrôles sur la base de quantités de HFO (gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II du règlement 2024/573) présentes.

Ce cas de figure n'a pas été évoqué en séance mais il s'avère par exemple :

- que l'équipement L07 contenant 138 kg de R1234ze devrait faire l'objet de 4 contrôles annuels ;
- que l'équipement A39 Groupe Froid Trane contenant 47 kg de R 454b (mélange HFO/HFC) qui contient selon toute vraisemblance plus de 10 kg de HFO (R1234yf en l'occurrence) devrait être contrôlé deux fois par an et non pas une.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour les équipements contenant des HFO ou des mélanges HFO/HFC, à savoir selon l'inventaire fourni des équipements contenant du R513a, R449a, R452a, R454b ou du R1234ze, l'exploitant vérifiera si la prise en compte des obligations de contrôle d'étanchéité pour les HFO et les fréquences associées induisent des modifications par rapport aux fréquences déterminées actuellement.

Sous 2 mois l'exploitant fournira un bilan de ses investigations et un fichier de synthèse reprenant les nouvelles obligations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 11 : Marque de contrôle – absence de fuite**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer

#### **Prescription contrôlée :**

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation

des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

**Constats :**

Les marques de contrôle figurent sur les 3 installations objet de l'inspection.

Il est toutefois rappelé que c'est l'échéance de validité du contrôle qui doit figurer sur l'étiquette et non pas la date de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite